CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 5 novembre 2015

Troisième trimestre et neuf premiers mois 2015

Des résultats trimestriels historiquement élevés dans une économie atone

- Une dynamique commerciale soutenue
- Une maîtrise confirmée des charges
- Un coût du risque à nouveau en baisse
- Poursuite du renforcement des ratios de solvabilité

Groupe Crédit Agricole*

RNPG T3-15 : 1 751 m€ (vs 1 538 m€ au T3-14)

RNPG 9 mois 15 : 4 479 m€ (vs 3 575 m€ au 9M-14)

Ratio *CET 1* non phasé : 13,4% (+20 pb/ juin 15)

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

Crédit Agricole S.A.

PNB des métiers : +1,8%* T3/T3
RBE des métiers : +2,5%* T3/T3
Coût du risque des métiers : -22,9%* T3/T3

Impact des éléments spécifiques

- Retour à meilleure fortune du switch : -80 m€ en RNPG
- Spreads émetteurs/DVA/CPM : -17m€ en RNPG

RNPG T3-15 : 930 m€ (+14,8% T3/T3)
RNPG 9 mois 15 : 2 634 m€
ROTE 9 mois 15 : 10,4%

Ratio *CET1* non phasé *:* 10,3% (+10 pb/juin 15)

* retraité des éléments spécifiques

Le Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du Groupe du groupe Crédit Agricole atteint 1 751 millions d'euros au troisième trimestre 2015, en hausse de +13,8% par rapport au troisième trimestre 2014. C'est le résultat trimestriel le plus élevé enregistré par le groupe Crédit Agricole depuis 2011. Sur les 9 premiers mois de 2015, le résultat s'établit à 4 479 millions d'euros, en progression de 25,3% par rapport à la période correspondante de 2014.

Ces résultats traduisent avant tout une dynamique commerciale soutenue dans la plupart des métiers.

En banque de proximité, les ouvertures nettes de dépôts à vue ont poursuivi leur progression tant dans les Caisses régionales avec 204 000 comptes ouverts de janvier à fin septembre que chez LCL avec plus de 87 000 ouvertures de comptes sur la même période. Les encours de crédits distribués au travers des 9 000 agences du Groupe en France dépassent les 500 milliards d'euros, dont près de 300 milliards de crédits à l'habitat dont la hausse atteint 4,5% sur un an. La filiale italienne Cariparma enregistre la même tendance avec une hausse de ses encours de crédits à l'habitat de +6,2%.

Dans le pôle gestion de l'épargne/assurances/banque privée, la collecte nette est restée forte au cours du troisième trimestre avec un montant de 19 milliards d'euros chez Amundi, portant à près de 66 milliards d'euros la collecte nette réalisée depuis le début de l'année. En épargne-retraite, la collecte nette atteint près de 2 milliards d'euros au troisième trimestre et 6,4 milliards d'euros depuis début 2015. Dans la banque privée, la collecte nette dépasse les 3 milliards d'euros sur les trois premiers trimestres de 2015.

Les métiers de financement (hors réseaux) ont également connu une activité soutenue. En particulier, sous l'impulsion des réseaux bancaires du groupe Crédit Agricole et des partenariats automobiles, la production de crédits à la consommation est en croissance de 15,5% par rapport au troisième trimestre 2014. La banque de financement et d'investissement reste leader mondial sur le financement aéronautique et a été nommée « Best Infrastructure House » par Euromoney aux Awards for Excellence 2015. Elle a aussi participé à plusieurs transactions avec les entités du Groupe.

Le résultat des Caisses régionales ressort à 1 045 millions d'euros au troisième trimestre, après prise en compte de l'impact positif du retour à meilleure fortune du Switch (+107 millions d'euros après impôts). Leur bonne activité commerciale se retrouve dans la progression de leur produit net bancaire, en hausse de 1,8%, la forte progression (+5,1%) des commissions d'assurances et de services compensant une marge d'intérêts pénalisée par des montants élevés de réaménagements de crédits. Le coût du risque relatif aux créances dépréciées se maintient au niveau très bas de 11pb des encours. Le résultat des Caisses régionales sur les 9 premiers mois de 2015 atteint 2 646 millions d'euros. Ce résultat confirme la capacité d'adaptation de notre banque de proximité aux profondes transformations auxquelles elle est confrontée : contexte de taux durablement bas, développement de la banque dématérialisée, évolution comportementale des clients.

Au cours du troisième trimestre 2015, la structure financière du groupe Crédit Agricole a continué à se renforcer.

Ainsi, l'excédent des ressources stables sur actifs durables est passé à 106 milliards d'euros. Les réserves de liquidité atteignent 243 milliards d'euros au 30 septembre 2015 et les seuls titres HQLA représentent 171% de la dette court terme non replacée en Banques centrales. Le ratio LCR du Groupe et celui de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 110% à fin septembre 2015.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis, au cours des 9 premiers mois de 2015, l'équivalent de 25,8 milliards d'euros de dette senior et de Tier 2 dans le marché et les réseaux.

Avec un ratio *Common Equity Tier 1* non phasé de 13,4% au 30 septembre 2015, soit une hausse de 20 points de base par rapport à fin juin 2015, le groupe Crédit Agricole fait partie des banques les mieux capitalisées en Europe. Le Groupe est dans une situation favorable dans la perspective de la mise en place des ratios MREL et du TLAC,

avec notamment un ratio MREL, hors dette senior potentiellement éligible, de 8,0%[1], grâce au contrôle de la taille du bilan, et un ratio TLAC porté à 19,5%[1] hors dette senior éligible.

Le ratio de levier selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne est de 5,5%, contre 5,4% à fin juin 2015.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 4 novembre 2015, a examiné les comptes du troisième trimestre et des 9 premiers mois de 2015.

Le résultat net part du Groupe du troisième trimestre 2015 s'établit à 930 millions d'euros, montant le plus élevé depuis la crise de liquidité qui avait affecté les marchés en 2011 ; il est en hausse de 14,8% par rapport à celui du troisième trimestre 2014. Hors éléments spécifiques du trimestre (DVA, couverture de prêts, spread émetteurs et switch), le résultat sous-jacent ressort à 1 027 millions d'euros. Sur le seul périmètre des métiers retraités des éléments spécifiques, la progression du résultat net part du groupe est de +10,7%.

Ce très bon niveau de résultat reflète d'abord le dynamisme commercial dont ont fait preuve la plupart des métiers : ainsi, le produit net bancaire des métiers, retraité des éléments spécifiques, est en hausse de 1,8% par rapport au troisième trimestre 2014, tiré essentiellement par la performance du pôle Gestion de l'épargne et assurances, l'activité assurances s'illustrant par rapport à un troisième trimestre 2014 plutôt faible ; le pôle Services financiers spécialisés connaît une inversion de tendance de son activité dans ses trois composantes, crédit à la consommation, crédit-bail et affacturage ; la banque de proximité à l'international enregistre également une hausse de ses revenus, en particulier la filiale en Egypte.

Ce résultat est aussi dû à une bonne maîtrise des charges courantes des métiers (-0,6% trimestre sur trimestre). Hormis l'assurance qui poursuit un développement organique soutenu, tous les métiers voient leurs charges diminuer, hors effets change, périmètre ou investissements.

Cette performance est également la conséquence d'un coût du risque relatif aux créances dépréciées toujours très bas : il s'établit ce trimestre à 38 points de base sur encours, en données annualisées, soit en amélioration de 12 points de base par rapport au troisième trimestre 2014. Cette tendance se retrouve dans la plupart des métiers : LCL (7 points de base contre 17 au troisième trimestre 2014), le crédit à la consommation (155 points de base contre 252) avec notamment la poursuite de la baisse du coût du risque d'Agos (195 points de base contre 353 par rapport au troisième trimestre 2014), Cariparma (109 points de base contre 132).

La rubrique « coût du risque » a cependant enregistré deux éléments spécifiques.

Après l'activation, au deuxième trimestre 2015, des garanties switch en raison de la baisse de la somme des valeurs mises en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales et dans Crédit Agricole Assurances, le troisième trimestre enregistre le retour à meilleure fortune de cette garantie, la valeur de mise en équivalence globale des Caisses régionales et de Crédit Agricole Assurances étant en hausse et revenant à un montant supérieur à celui de la fin du premier trimestre 2015. Ce retour à meilleure fortune se traduit par une reprise de provision de 173 millions d'euros en coût du risque dans les comptes des Caisses régionales et, de manière symétrique, Crédit Agricole S.A. comptabilise une charge de même montant en coût du risque. L'impact sur le résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. au troisième trimestre 2015 est de -80 millions d'euros, après impôts et prise en compte de l'impact positif sur la contribution des Caisses régionales.

[1] Estimation basée sur l'état actuel de la compréhension de Crédit Agricole S.A. des textes

Par ailleurs, au terme des discussions menées avec les autorités américaines, des accords ont été signés le 20 octobre 2015 avec les autorités fédérales américaines et celles de l'Etat de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines et soumises à certaines lois de l'Etat de New York. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008. Ces accords se traduisent par le paiement d'une pénalité de 787 millions de dollars (soit 693 millions d'euros) qui s'impute sur les provisions déjà constituées, sans affecter les comptes du deuxième semestre 2015. En outre, le Crédit Agricole s'est engagé à poursuivre le renforcement de ses procédures internes et ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales. Il poursuivra, en tant que nécessaire, l'amélioration de ses procédures et de ses mesures de contrôle afin d'assurer le strict respect de la réglementation applicable en matière de sanctions économiques. A cet effet des provisions pour charges de remédiation ont été constituées.

La contribution des sociétés mises en équivalence est élevée ce trimestre en raison de la performance des Caisses régionales et du résultat d'Eurazeo.

Le résultat net part du groupe des 9 premiers mois de 2015 s'établit à 2 634 millions d'euros, soit +59,5% par rapport à la période correspondante de 2014.

Sur cette base, le ROTE annualisé ressort à 10,4%[1].

A fin septembre 2015, la situation de solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'est consolidée : le ratio *Common Equity Tier 1* non phasé s'établit à 10,3%, en progression de 10 points de base par rapport à fin juin 2015.

Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne atteint 4,4%.

*

Responsabilité sociale et environnementale (RSE)

Le Groupe vient d'être confirmé dans deux indices RSE majeurs : l'indice belge ESI Excellence Europe, et le STOXX® Global ESG Leaders indice. Crédit Agricole S.A. est par ailleurs toujours classé dans les indices RSE de référence suivants : le FTSE4Good, les NYSE-Euronext World 120, Europe 120, Eurozone 120 et France 20. De plus, l'agence de notation extra-financière néerlandaise Sustainalytics classe Crédit Agricole S.A. 6ème parmi les 413 entreprises identifiées par l'agence comme étant les plus performantes sur un plan RSE dans le monde. Enfin, le bimestriel anglo-saxon World Finance vient de classer Crédit Agricole S.A. meilleure banque « développement durable » en France. Ces classements sont un élément utile aux marchés et aux investisseurs, notamment ISR (Investissement Socialement Responsable), pour apprécier la performance RSE globale de Crédit Agricole. Ils sont aussi de plus en plus regardés par les clients du Groupe qui en font parfois une condition exigée dans leurs appels d'offres.

Sur les sujets particuliers du climat et de la transition énergétique, le Groupe continue d'affirmer son rôle de leader. Déjà premier financeur bancaire des énergies renouvelables en France, premier financeur de l'efficacité énergétique des bâtiments en France, leader mondial des Green Bonds en euros et premier gestionnaire d'actifs à avoir mis en marché des fonds indiciels bas carbone, le Crédit Agricole a également pris les nouveaux engagements suivants dans le contexte des négociations internationales sur le climat et en amont de la COP 21 :

- ne plus financer de nouvelles centrales ou extension de centrales électriques au charbon dans les pays à haut revenus, tels que définis par la banque Mondiale qui fait suite à l'engagement de ne plus financer de mines de charbon, pris en mai 2015 ;

[1] Les éléments spécifiques (DVA, spreads émetteurs, couverture de prêts, complément de provision pour litiges) ne sont pas annualisés ainsi que certains autres éléments ponctuels (impact IFRIC, contribution Eurazeo en mise en équivalence et complément dans la quote-part de résultat des caisses régionales).

- introduire progressivement dans les critères d'analyse des clients de la banque de financement et d'investissement de nouvelles diligences relatives aux risques climatiques, notamment liés au prix du carbone.

Crédit Agricole S.A. a également été la première banque commerciale à soutenir « *Mainstreaming Climate Action Within Financial Institutions* », initiative qui sera lancée officiellement lors de la COP21, à Paris, en décembre 2015, et qui a été annoncée à l'occasion de la réunion ministérielle sur la finance climat, co-organisée par le Pérou et la France à Lima le 9 octobre 2015. Crédit Agricole S.A. s'est ainsi joint à dix autres grandes institutions financières publiques pour présenter 5 principes volontaires visant à toujours mieux intégrer la question climatique dans la stratégie des institutions financières.

Agenda financier

17 février 2016	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2015
9 mars 2016	Investor Day : Plan à Moyen Terme *Ambition stratégique 2020*
12 mai 2016	Publication des résultats du premier trimestre 2016
19 mai 2016	Assemblée générale à Paris
3 août 2016	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2016
8 novembre 2016	Publication des résultats du troisième trimestre 2016

Dans l'ensemble du document sauf éléments de solvabilité, les données du compte de résultat 2014 ont été retraitées des impacts IFRIC 21 sur la comptabilisation des taxes dues.

Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois arrêtée au 30 septembre 2015 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T3-15	Variation T3/T3	9M-15	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	**3 918**	**(2,0%)**	**12 905**	**+7,8%**
Charges d'exploitation hors FRU	(2 738)	+2,1%	(8 502)	+2,8%
FRU	-	**-**	**(175)**	**ns**
Résultat brut d'exploitation	**1 180**	**(10,4%)**	**4 228**	**+13,9%**
Coût du risque	(600)	+3,5%	(1 678)	(1,5%)
Résultat d'exploitation	**580**	**(21,4%)**	**2 550**	**+27,1%**
Sociétés mises en équivalence	552	+82,3%	1 266	x3,3
Gains/pertes sur autres actifs	1	(33,3%)	2	(76,6%)
Résultat avant impôt	**1 133**	**+8,7%**	**3 818**	**+59,5%**
Impôt	(93)	(18,9%)	(810)	+86,6%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(5)	ns	(23)	ns
Résultat net de l'exercice	**1 035**	**+11,7%**	**2 985**	**+51,8%**
Participations ne donnant pas le contrôle	105	(10,0%)	351	+11,5%
Résultat net part du Groupe	**930**	**+14,8%**	**2 634**	**+59,5%**

Au troisième trimestre 2015, le produit net bancaire atteint 3 918 millions d'euros, en baisse de 2,0% par rapport à celui du troisième trimestre 2014. Retraité de la réévaluation de la dette, du DVA courant et des couvertures de prêts, il s'élève à 3 944 millions d'euros, stable par rapport au troisième trimestre 2014. Le produit net bancaire des métiers retraité des éléments cités ci-dessus est en hausse de 1,8%, porté par l'assurance.

Les charges d'exploitation, à 2 738 millions d'euros, progressent de 2,1% entre le troisième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015. Elles sont stables une fois pris en compte les effets périmètre, taxes BCE et assurances, plan de transformation de LCL, et effets change (+0,2% par rapport au troisième trimestre 2014).

Le coût du risque s'établit à 600 millions d'euros. Il intègre ce trimestre le retour à meilleure fortune des garanties Switch, qui se solde par un impact négatif en coût du risque de 173 millions d'euros sur les comptes de Crédit Agricole S.A. Retraité de cet élément, il présente une baisse de 26,3%, reflétant la baisse du coût du risque dans presque tous les métiers et notamment chez Agos. Toujours retraité du retour à meilleure fortune des garanties Switch, il s'établit ainsi à 38 points de base sur encours, en données annualisées, en baisse de 12 points de base par rapport au troisième trimestre 2014.

L'encours des créances dépréciées[1] s'établit à 15,5 milliards d'euros et représente 3,7% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 3,6% au 30 septembre 2014. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 55,4%. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 72,6% à comparer à 71,9% au 30 septembre 2014.

[1] Hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 552 millions d'euros sur le trimestre dont 250 millions d'euros au titre de la contribution des Caisses régionales, 44 millions d'euros dans le pôle Services financiers spécialisés, essentiellement les *joint ventures* de financement automobile, 59 millions d'euros dans la Banque de financement et d'investissement, ainsi qu'une contribution d'Eurazeo de 189 millions d'euros.

Au total, le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. atteint 930 millions d'euros au troisième trimestre 2015. Après retraitement de la réévaluation de la dette, du DVA courant, des couvertures de prêts, et de l'impact lié au retour à meilleure fortune des garanties Switch, le résultat ressort à 1 027 millions d'euros au troisième trimestre 2015, à comparer à un résultat de 772 millions d'euros au troisième trimestre 2014, retraité de la réévaluation de la dette, du DVA courant, et des couvertures de prêts.

Sur les neuf premiers mois de 2015, le résultat net part du Groupe atteint 2 634 millions d'euros, en hausse de 59,5% par rapport aux neufs premiers mois de 2014. Retraité de la réévaluation de la dette, du DVA courant, des couvertures de prêts, du complément de provision pour litiges, et de l'impact du Fonds de Résolution Unique, il s'élève à 2 991 millions d'euros. Sur les neuf premiers mois de 2014, après retraitement de la réévaluation de la dette, du DVA courant, des couvertures de prêts, de l'impact du FVA Day one, de l'impact de la dépréciation de BES en sociétés mises en équivalence et de la réévaluation des titres de la Banque d'Italie, il s'élevait à 2 585 millions d'euros.

SOLVABILITE

A fin septembre 2015, la solidité financière de Crédit Agricole S.A. est confirmée par le ratio CET1 non phasé du Groupe Crédit Agricole, dont il est affilié, de 13,4% en hausse de 20 points de base, et par son propre ratio CET1 non phasé qui s'établit à 10,3%, en hausse de 10 points de base par rapport au 30 juin 2015.

Sur le trimestre, Crédit Agricole S.A. démontre sa capacité significative et récurrente de génération de capital, avec un renforcement du ratio CET1 non phasé lié au résultat attribuable du trimestre (+28 points de base) alors que la distribution est estimée à -6 points de base, avec une hypothèse de distribution de 50% du résultat et l'option pour le paiement du dividende en action à 100% pour l'actionnaire majoritaire. Le ratio est également impacté par la baisse des plus-values latentes AFS qui vient impacter le ratio à hauteur de -5 points de base.

Le trimestre est également marqué par le retour à meilleure fortune du Switch suite à la remontée de la valeur de mise en équivalence globale des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances (CAA) à un niveau supérieur à celui qu'il était avant la baisse constatée au deuxième trimestre 2015. Le retour à meilleure fortune du Switch se traduit par une reprise de provision en coût du risque à hauteur de +173 millions d'euros dans les comptes des Caisses régionales. De manière symétrique, Crédit Agricole S.A. comptabilise une charge du même montant en coût du risque dans le pôle Activités hors métiers. Au total, Crédit Agricole S.A. enregistre une charge de 80 millions d'euros en résultat net part du Groupe au troisième trimestre 2015.

Le stock de plus-values latentes AFS est ainsi ramené à environ 90 points de base dans le ratio CET1 au 30 septembre 2015. Les emplois pondérés ont été maîtrisés au troisième trimestre 2015, avec une baisse significative des risques de marché et une hausse notable des emplois pondérés liés aux participations mises en équivalence (Caisses régionales, CAA, BSF et Eurazeo) en lien avec le résultat du trimestre.

Le ratio global phasé s'élève à 19,8% au 30 septembre 2015 à comparer à 19,2% au 30 juin 2015.

Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. s'établit à 4,4%[1] vs 4,3% à fin juin 2015 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne.

[1] *Sous réserve d'autorisation de la BCE, avec un impact de +100 points de base au titre de la non pondération des opérations intra-groupe*

LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 038 milliards d'euros à fin septembre 2015, à comparer à 1 041 milliards d'euros à fin juin 2015 et à 1 034 milliards d'euros à fin septembre 2014.

L'excédent de ressources stables sur emplois durables est de 106 milliards d'euros au 30 septembre 2015, contre 103 milliards d'euros au 30 juin 2015 et 89 milliards d'euros au 30 septembre 2014. Il continue donc de progresser d'un trimestre à l'autre et augmente de 17 milliards d'euros entre le 30 septembre 2014 et le 30 septembre 2015.

Au 30 septembre 2015, les réserves de liquidité incluant les plus/moins-values et les décotes liées au portefeuille de titres s'élèvent à 243 milliards d'euros et couvrent 225% de l'endettement court terme brut, contre 213% au 30 juin 2015 et 173% au 30 septembre 2014. Les titres HQLA après plus/moins-values et décotes représentent 171% de la dette court terme non replacée en Banques centrales. Le ratio LCR du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. reste supérieur à 110% au 30 septembre 2015.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 25,8 milliards d'euros de dette senior et de Tier 2 dans le marché et les réseaux au cours des neuf premiers mois de l'année 2015. Pour sa part, Crédit Agricole S.A. a levé l'équivalent de 6 milliards d'euros de dette senior et de 3,8 milliards d'euros de Tier 2 (en EUR, USD, JPY et CHF) sur la période. Au 30 septembre 2015, Crédit Agricole S.A. avait réalisé 98% de son programme de financement moyen long terme sur les marchés (excluant les réseaux) de 10 milliards d'euros (senior et subordonné).

Il convient de souligner la gestion active, au cours de l'année, de la dette subordonnée émise par Crédit Agricole S.A. et par Crédit Agricole Assurances. En outre, le groupe a réalisé en octobre 2015 une première titrisation entièrement auto-souscrite de créances habitat françaises en cession parfaite, pour un montant de 10 milliards d'euros.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T3-15	Variation T3/T3*	9M-15	Variation 9M/9M
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)	**259**	**+4,5%**	**680**	**+1,5%**
Variation de quote-part dans les réserves	(9)	x2,1	163	+10,0%
Quote-part de résultats des mises en équivalence	**250**	**+2,4%**	**843**	**+3,0%**

** hors retour à meilleure fortune du Switch*

Le trimestre se caractérise par de bons résultats démontrant la capacité d'adaptation du modèle. Les Caisses régionales ont par ailleurs poursuivi leur stratégie de développement équilibré sur l'ensemble de leurs domaines d'activités.

Les encours de collecte continuent ainsi de progresser, avec une augmentation globale des encours de 2,6% sur un an à 612 milliards d'euros à fin septembre 2015. Cette croissance est portée tant par la collecte bilan (363 milliards d'euros d'encours à fin septembre 2015, soit +3,8% en un an) que par la collecte hors bilan (249 milliards d'euros d'encours, soit +0,7% en un an). La déformation favorable de la collecte bilan provient pour l'essentiel de la progression des dépôts à vue (+13,0% en un an) et le recul des comptes et dépôts à terme (encours -7,6% sur un an). Parallèlement, la collecte hors bilan continue d'être portée par l'assurance-vie dont les encours augmentent de 3,4% entre fin septembre 2014 et fin septembre 2015.

Les encours de crédits enregistrent pour leur part une hausse de 2,2% par rapport au 30 septembre 2014 à 409 milliards d'euros fin septembre 2015. Cette croissance est portée par les crédits à l'habitat (+3,7% sur un an) et l'accélération de la croissance sur les crédits à la consommation (hausse des encours de 4,1% sur un an à comparer à 2,2% entre le 30 juin 2014 et le 30 juin 2015). Les parts de marché sur les PME/TPE progressent également de 30 points de base sur un an.

Le ratio crédit/collecte s'établit à 114% à fin septembre 2015.

Au troisième trimestre 2015, le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3 377 millions d'euros (+1,8% par rapport au troisième trimestre 2014), intégrant notamment une reprise de provision PEL/CEL pour +12 millions d'euros (à comparer à une dotation de 4 millions d'euros au troisième trimestre 2014).

La marge d'intérêt enregistre une baisse de 1,1%[1] hors épargne logement entre le troisième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015 pénalisée par des réaménagements de crédits toujours très élevés dans un contexte concurrentiel fort. La marge d'intérêts est soutenue par le niveau toujours très élevé des indemnités de remboursement anticipé (hausse de 96 millions d'euros entre le troisième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015, à comparer à une hausse de 73 millions d'euros entre le deuxième trimestre 2014 et le deuxième trimestre 2015).

Les commissions progressent quant à elles fortement (+5,1%[1] entre le troisième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015), portées par la dynamique de l'assurance vie et de l'assurance dommages (commissions d'assurance en hausse de 3,9% sur un an) et les services bancaires (+7,3%[1]).

[1] *Proforma le transfert des profits et des pertes sur opérations d'achats ventes de devises de marge nette d'intérêt à commissions (environ 25 millions d'euros par an)*

Les charges sont en hausse de 1,3% entre le troisième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015 mais restent maitrisées à +0,5% entre les 9 premiers mois de l'année 2014 et les 9 premiers mois de l'année 2015.

Le coût du risque des Caisses régionales s'élève à +67 millions d'euros au troisième trimestre 2015. Ce montant intègre notamment une reprise de provisions de +173 millions d'euros au titre du retour à meilleure fortune du Switch conformément aux dispositions du contrat. En effet, la valeur globale de mise en équivalence des participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales (CCI/CCA) et dans Crédit Agricole Assurances a retrouvé, au 30 septembre 2015, un niveau supérieur à celui au 31 mars 2015, c'est à dire avant la baisse du deuxième trimestre 2015. Hors retour à meilleure fortune du Switch, le coût du risque reste à un niveau très bas de 11 points de base rapporté aux encours de crédits à comparer à 10 points de base au troisième trimestre 2014. Le taux de créances dépréciées à fin septembre 2015 est stable sur un an, à 2,5%, tandis que le taux de couverture, y compris provisions collectives, reste supérieur à 100%.

Le résultat d'exploitation s'établit ainsi à 1 567 millions d'euros pour le troisième trimestre 2015, en hausse de 1,7% par rapport au troisième trimestre 2014 hors retour à meilleure fortune du Switch.

Au total, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 250 millions d'euros au troisième trimestre 2015, en hausse de 2,4% en un an hors retour à meilleure fortune du Switch.

Sur les 9 premiers mois de 2015, le résultat d'exploitation hors FRU des Caisses régionales s'établit à 4 097 millions d'euros, en hausse de 3,1% par rapport aux 9 premiers mois de 2014. Sur la même période, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 843 millions d'euros, en hausse de 3,0% sur un an. Pour mémoire, cette contribution intègre la variation de quote-part dans les réserves des Caisses régionales pour 163 millions d'euros à comparer à 148 millions d'euros sur les 9 premiers mois de l'année 2014, soit une hausse de 10,0%.

1.2. – LCL

Depuis le deuxième trimestre 2015, l'entité Banque Française Commerciale Antilles Guyane (BFCAG) est intégrée au périmètre LCL, tant en termes d'activité (ressources clientèle et crédits) que de résultats.

(en millions d'euros)	T3-15	Variation T3/T3*	9M-15	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	**891**	**(1,8%)**	**2 757**	**(2,3%)**
Charges d'exploitation hors FRU, plan de transformation et BFCAG	(612)	(0,2%)	(1 864)	(1,1%)
Impact FRU	-	-	(12)	-
Impact plan de transformation	(14)	+68,0%	(33)	+62,9%
Impact intégration BFCAG	(8)	-	(27)	-
Résultat brut d'exploitation	**257**	**(7,3%)**	**821**	**(7,6%)**
Coût du risque	(19)	(53,7%)	(83)	(50,2%)
Résultat d'exploitation	**238**	**+1,4%**	**738**	**+2,5%**
Résultat avant impôt	**238**	**+1,1%**	**737**	**+2,3%**
Impôt	(82)	(4,1%)	(267)	+2,1%
Résultat net de l'exercice	**156**	**+4,1%**	**470**	**+2,4%**
Participations ne donnant pas le contrôle	7	+6,8%	23	+3,1%
Résultat net part du Groupe	**149**	**+3,1%**	**447**	**+2,0%**

*Variations hors BFCAG

Le troisième trimestre 2015 s'inscrit dans le prolongement des trimestres précédents, associant une activité soutenue du crédit à l'habitat et le maintien d'une collecte dynamique en particulier sur les dépôts à vue.

Les encours de crédits s'élèvent à 96,1 milliards d'euros à fin septembre 2015, en progression de 6,4% en un an. La hausse reste portée par les crédits à l'habitat dont la croissance atteint +8,1% en un an à 62,4 milliards d'euros. Les encours de crédits aux entreprises et aux professionnels sont en progression de 3,9% en un an, pour atteindre 27,1 milliards d'euros au 30 septembre 2015. Sur la même période, les encours de crédits à la consommation affichent une croissance de 1,9%.

L'encours de collecte a progressé de 2,4% sur un an à fin septembre 2015 pour atteindre 171,3 milliards d'euros. Cette progression est tirée essentiellement par la collecte de bilan (encours en hausse de 2,8% en un an) et plus particulièrement la hausse sensible des DAV (+13,3% sur la même période). L'encours de collecte hors-bilan augmente parallèlement de 1,9% sur douze mois, toujours porté par une collecte dynamique sur l'assurance-vie (+3,5% sur un an).

Le ratio crédit/collecte s'établit à 114% à fin septembre 2015.

Le produit net bancaire du troisième trimestre 2015 s'établit à 891 millions d'euros, en baisse de 1,8% par rapport au troisième trimestre 2014 hors BFCAG. Le niveau élevé des renégociations de crédits à l'habitat pèsent sur la marge d'intérêt globale malgré un bon niveau de marge à la production et les indemnités de remboursements anticipés perçues sur le trimestre. Il est à noter également que le PNB de la gestion financière était élevé au troisième trimestre 2014. Enfin, l'effet Epargne-logement résulte en une reprise de +4 millions d'euros ce trimestre, à comparer à une dotation de 18 millions d'euros au troisième trimestre 2014.

Les charges hors FRU, plan de transformation et intégration de la BFCAG sont stables entre le troisième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015, et baissent de 1,1% entre les 9 premiers mois 2014 et les 9 premiers mois 2015.

Le coût du risque reste bas, il s'établit à 7 points de base sur encours au troisième trimestre 2015. Il baisse de 53,7% au troisième trimestre 2015 par rapport au troisième trimestre 2014. Le taux de créances dépréciées s'établit quant à lui à 2,2% à fin septembre 2015. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) ressort à 72,8%, contre 73,6% au 30 septembre 2014.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit à 149 millions d'euros, en hausse de 3,1% hors BFCAG par rapport au troisième trimestre 2014.

2. POLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le pôle enregistre un **résultat net part du Groupe** de 69 millions d'euros au troisième trimestre 2015 à comparer à un **résultat net part du Groupe** de 50 millions d'euros au troisième trimestre 2014.

(en millions d'euros)	T3-15	Variation T3/T3	9M-15	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	**636**	**+0,8%**	**1 973**	**(0,8%)**
Charges d'exploitation hors FRU	(354)	(1,3%)	(1 094)	(0,5%)
FRU	-	-	(8)	-
Résultat brut d'exploitation	**282**	**+3,6%**	**871**	**(2,2%)**
Coût du risque	(146)	(6,6%)	(444)	(20,1%)
Résultat d'exploitation	**136**	**+17,3%**	**427**	**+27,7%**
Sociétés mises en équivalence	2	ns	5	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	ns	2	ns
Résultat avant impôts	**140**	**+20,4%**	**434**	ns
Impôt	(40)	(1,2%)	(143)	+35,9%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(4)	ns	(21)	ns
Résultat net de l'exercice	**96**	**+27,0%**	**270**	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	27	+3,1%	83	+32,9%
Résultat net part du Groupe	**69**	**+39,3%**	**187**	ns

En Italie, l'activité commerciale de Cariparma reste soutenue au troisième trimestre 2015. L'encours de collecte s'établit à 94,9 milliards d'euros au 30 septembre 2015, en hausse de 3,8% par rapport au 30 septembre 2014. Cette augmentation résulte en partie de l'intensification du *cross-selling* entre les différentes entités italiennes du Groupe : l'encours de collecte hors bilan progresse de 6,0% en un an (dont +12,7% sur les encours d'assurance-vie et OPCVM), le troisième trimestre 2015 présentant un bon niveau de collecte après 4 trimestres très élevés. La collecte bilan auprès de la clientèle reste stable. L'encours de crédits s'établit à 33,8 milliards d'euros au septembre 2015, en hausse de 1,4% par rapport au 30 septembre 2014, tiré par une progression de 6,2% des encours de crédits à l'habitat. En conséquence, le ratio crédits (nets des provisions individuelles) / collecte reste stable à 90%. Par ailleurs, la situation en termes de liquidité de Cariparma a été renforcée par une émission de *covered bonds* d'un montant d'un milliard d'euros sur le trimestre.

Au troisième trimestre 2015, le produit net bancaire baisse de 0,8% par rapport au troisième trimestre 2014 pour s'établir à 406 millions d'euros. Il intègre ce trimestre un impact négatif de 4 millions d'euros lié à la volatilité de la CVA. La marge nette d'intérêt reste stable par rapport au troisième trimestre 2014 dans un contexte de taux bas. Par ailleurs, les commissions sont impactées par un effet base dû au fort volume de production de collecte gérée au troisième trimestre 2014.

Les charges d'exploitation restent stables entre le troisième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015 (+0,3%). Sur les 9 premiers mois de 2015, le coefficient d'exploitation (hors FRU) s'améliore de 2,6 points par rapport aux 9 premiers mois de 2014, à 54,2%.

Le coût du risque s'établit à 95 millions d'euros au troisième trimestre 2015, en baisse de 13,0% par rapport au troisième trimestre 2014 grâce à la baisse des entrées en douteux. Le ratio de créances dépréciées sur encours s'établit à 13,8%, avec un taux de couverture (y compris provisions collectives) de 45,5%.

Le résultat net part du Groupe de Cariparma ressort à 38 millions d'euros au troisième trimestre 2015, à comparer à 32 millions d'euros au troisième trimestre 2014. Selon le périmètre local, le résultat net part du Groupe Cariparma s'élève à 51 millions d'euros pour le trimestre.

Sur les 9 premiers mois de 2015, le résultat net part du Groupe de Cariparma ressort à 131 millions d'euros (192 millions d'euros selon le périmètre local), à comparer à 96 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2014[1]. Ce résultat bénéficie de la progression du produit net bancaire (+4,4% par rapport aux 9 premiers mois 2014), de la stabilité des charges ainsi que de la baisse du coût du risque (-8,2%).

Les autres banques de proximité à l'international affichent une activité commerciale dynamique. L'encours de collecte globale s'établit à 13,1 milliards d'euros au 30 septembre 2015, en hausse de 10,8% par rapport au 30 septembre 2014. L'encours de collecte bilan, à 11,4 milliards d'euros, s'inscrit en hausse de 6,6% par rapport au 30 septembre 2014. La collecte hors bilan est particulièrement dynamique, avec une croissance de 49,1%, portant l'encours à 1,7 milliard d'euros. Au 30 septembre 2015, l'encours de crédits s'établit à 10,3 milliards d'euros, en hausse de 2,6% sur un an. L'excédent de collecte bilan global atteint 1,8 milliard d'euros au 30 septembre 2015.

Au troisième trimestre 2015, le résultat net part du Groupe ressort à 31 millions d'euros. Il bénéficie notamment du fort dynamisme commercial en Egypte (résultat net part du Groupe en hausse de 95% au troisième trimestre 2015 par rapport au troisième trimestre 2014). En Pologne, les importants efforts sur les charges viennent plus que compenser l'impact de la baisse des taux sur le produit net bancaire ; le coût du risque reste limité malgré la hausse par rapport au niveau bas du troisième trimestre 2014. CA Ukraine confirme sa rentabilité, dans un pays avec une situation difficile. Crédit du Maroc poursuit le renforcement de son taux de couverture sur le troisième trimestre 2015.

Sur les 9 premiers mois de 2015, le résultat net part du Groupe s'établit à 56 millions d'euros. Le produit net bancaire est en hausse par rapport aux 9 premiers mois 2014 (+1,3%). Les charges d'exploitation sont maîtrisées. Le coût du risque, à 151 millions d'euros, est en hausse de 18,1% par rapport aux 9 premiers mois de 2014. Pour mémoire, les 9 premiers mois de 2014 avaient enregistré l'impact net de la dépréciation de la participation dans le BES pour –708 millions d'euros en mise en équivalence.

Le résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. en Italie s'établit à 359 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2015.

[1] Hors intégration des éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes locaux au 31/12/2013 et par Crédit Agricole S.A. au T1-14 (+80 millions d'euros en PNB, dont +92 millions d'euros de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109 millions d'euros de coût du risque) ainsi que la fiscalité afférente à ces retraitements

3. PÔLE GESTION DE L'EPARGNE ET ASSURANCE

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurance comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 30 septembre 2015, les encours gérés du pôle progressent de 87,2 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2014, avec une collecte nette pour l'ensemble des métiers de 74,6 milliards d'euros dont 65,8 milliards pour Amundi, 5,5 milliards pour l'assurance-vie et 3,3 milliards d'euros pour la banque privée. Outre les bonnes performances commerciales, le pôle enregistre un effet marché et change positif de 7,3 milliards d'euros et un effet périmètre de 5,3 milliards d'euros en gestion d'actifs. L'encours global s'élève ainsi à 1 355 milliards d'euros au 30 septembre 2015, en hausse de 6,9% sur les neuf premiers mois de l'année. Le résultat net part du Groupe du pôle atteint 1 297 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2015, dont 438 millions d'euros au titre du troisième trimestre 2015, en hausse de 8,6% par rapport au troisième trimestre 2014.

(en millions d'euros)	T3-15	Variation T3/T3	9M-15	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	1 377	+12,1%	4 250	+11,6%
Charges d'exploitation	(644)	+3,8%	(2 072)	+7,2%
Résultat brut d'exploitation	**733**	**+20,6%**	**2 178**	**+16,1%**
Coût du risque	-	(95,5%)	(22)	(52,4%)
Résultat d'exploitation	**733**	**+21,0%**	**2 156**	**+17,8%**
Sociétés mises en équivalence	7	+33,3%	19	+51,6%
Gains/pertes sur autres actifs	-	ns	7	+7,8%
Résultat avant impôt	**740**	**+21,0%**	**2 182**	**+18,0%**
Impôt	(267)	+58,0%	(775)	+32,2%
Gains ou pertes nets des activités arrêtées	-	ns	1	-
Résultat net de l'exercice	**473**	**+6,9%**	**1 408**	**+11,5%**
Participations ne donnant pas le contrôle	35	(10,5%)	111	+3,7%
Résultat net part du Groupe	**438**	**+8,6%**	**1 297**	**+12,2%**

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, ce trimestre est marqué par le lancement de l'IPO d'Amundi lancée le 2 novembre. Crédit Agricole S.A. restera l'actionnaire majoritaire d'Amundi.
A fin septembre, Amundi affiche des encours gérés de 952 milliards d'euros. Elle poursuit sa forte dynamique commerciale dans un contexte de marché difficile. Ainsi, la collecte du troisième trimestre s'élève à 19,2 milliards d'euros. Sur les neuf premiers mois de l'année 2015, elle s'élève à 65,8 milliards d'euros réalisée pour 60% à l'international, principalement en Europe et en Asie. Elle est réalisée pour 35 milliards d'euros sur les actifs longs, principalement sur la gestion obligataire, diversifiée et les ETF, et pour 30,8 milliards d'euros sur la trésorerie. L'activité est par ailleurs tirée par tous les segments de clientèle. Sur le retail, la collecte atteint 34,3 milliards d'euros, avec un ralentissement au troisième trimestre sur la clientèle des particuliers hors Joint Venture. Sur la clientèle des institutionnels et corporates, la collecte s'élève à 31,5 milliards d'euros. L'effet marché et change s'élève, quant à lui, à +3,4 milliards d'euros sur les neuf premiers mois portant ainsi les actifs sous gestion à 952,0 milliards d'euros à fin septembre 2015. Ils progressent de 8,5% par rapport au 31 décembre 2014 et de 11,5% sur un an.

Au troisième trimestre 2015, le produit net bancaire d'Amundi, à 377 millions d'euros, accuse une baisse de 10,2% par rapport à un troisième trimestre de l'an passé particulièrement élevé qui bénéficiait de commissions de performance et de garantie exceptionnellement importantes. Son résultat net s'affiche à 119 millions d'euros, en baisse de 15,4% par rapport au troisième trimestre 2014, le résultat net part du Groupe s'élevant, quant à lui, à 93 millions d'euros. Pour les neuf premiers mois 2015, le résultat net s'élève à 388 millions d'euros, présentant ainsi une hausse de 8,3% par rapport à la période correspondante en 2014. Cette hausse résulte principalement de la

croissance des encours accompagnée d'un bon niveau de marges sur les neuf premiers mois de l'année, qui se traduit par un produit net bancaire est en hausse de 6,0% par rapport au neuf premiers mois 2014. Au troisième trimestre 2015, les charges d'exploitation ressortent à 205 millions d'euros. A périmètre constant (hors Bawag Invest) et hors effet change, les charges sont en baisse de 3,6% par rapport au troisième trimestre 2014. Sur ces mêmes bases, le coefficient d'exploitation est toujours très compétitif à 52,7%. Sur les neuf premiers mois de l'année, les charges d'exploitation à périmètre constant (hors Bawag Invest), hors FRU et hors effet change sont en progression de 3,8% sur les neuf premiers mois de l'année et le coefficient d'exploitation ressort à 51,8%.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** subit un environnement marqué par le retrait des marchés actions et la volatilité des taux d'intérêt. Ainsi, les encours conservés, à 2 348 milliards d'euros au 30 septembre 2015 marque une baisse de 1,2% sur un an alors que les encours administrés, à 1 443 milliards d'euros, sont en progression de 5,9% la même période.

Le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit ainsi à 25 millions d'euros, et à 66 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2015, respectivement en hausse de 23,0% et 16,0%. Il bénéficie directement de la hausse des revenus sur ces mêmes périodes pour respectivement 3,0% et 4,8%.

L'activité **Banque privée** dans le Groupe voit ses encours gérés progresser de 3,8% par rapport au 31 décembre 2014 pour s'établir à 146,9 milliards d'euros au 30 septembre 2015 bénéficiant notamment d'une collecte nette de 3,3 milliards d'euros sur les neufs premiers mois 2015.

Le résultat net part du Groupe du troisième trimestre 2015 s'établit à 24 millions d'euros contre 20 millions au troisième trimestre 2014. Pour les neufs premiers mois 2015, il s'élève à 70 millions d'euros, en hausse de 42,2% par rapport à la période correspondante en 2014.

Le pôle **Assurances** présente un chiffre d'affaires de 7,2 milliards d'euros au troisième trimestre 2015 et de 23,7 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2015. La collecte nette du pôle en épargne / retraite et prévoyance atteint 6,4 milliards d'euros sur les neuf premiers mois 2015, dont 4,1 milliards d'euros en France.

Le pôle épargne / retraite affiche un chiffre d'affaires de 5,8 milliards d'euros sur le troisième trimestre 2015, contre 5,9 milliards d'euros au troisième trimestre 2014, soit une diminution de 2,1%. Les encours gérés s'établissent à 256,1 milliards d'euros au 30 septembre 2015, en progression de 4,5% sur un an. La part des encours en euros s'élève à 207,5 milliards d'euros, en progression de 4,4% sur un an, tandis que les encours en unités de compte présentent une hausse de 5,0% sur la même période pour atteindre 48,6 milliards d'euros. La part des unités de compte progresse dans la collecte brute sur les neuf premiers mois 2015 pour atteindre 23,7% (soit +8,5 points par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2014) et représente 19,0% du stock, stable sur un an (+0,1 point). L'activité commerciale demeure soutenue, la base de comparaison sur le troisième 2014 s'avérant élevée, notamment en Italie.

Le pôle prévoyance / santé / emprunteur voit son chiffre d'affaires progresser de 7,9% sur le troisième 2015 par rapport au troisième trimestre 2014. Il s'élève ainsi à 911 millions d'euros, en croissance sur les trois activités. Il bénéficie d'une forte progression de l'assurance emprunteur sur le crédit habitat (+21,0% au troisième trimestre 2015 par rapport au troisième trimestre 2014) et de la prévoyance (+10,4% sur la même période).

L'assurance dommages présente un chiffre d'affaires en hausse de 4,1% au troisième trimestre 2015 par rapport au troisième trimestre 2014 et s'élève à 505 millions d'euros, bénéficiant toujours d'une production soutenue notamment en France (périmètre Pacifica) sur les segments Agris-Pros (+13,3% au troisième trimestre 2015 par rapport au troisième trimestre 2014), Auto (+11,5%) et Multi Risque Habitation (+7,6%). Le ratio combiné, qui correspond au rapport entre la sinistralité et les frais généraux d'une part et les cotisations d'autre part, net de réassurance, affiche une nouvelle amélioration à 95,3%.

Le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 296 millions d'euros sur le troisième trimestre 2015, en hausse de 17,5% par rapport au troisième trimestre 2014, cette variation étant accentuée par un PNB atypique au troisième trimestre 2014. Sur les neuf premiers mois 2015, il atteint 857 millions d'euros, en hausse de 10,5% par rapport à la même période 2014.

4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T3-15	Variation T3/T3	9M-15	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	**661**	**+1,9%**	**1 972**	**(2,0%)**
Charges d'exploitation hors FRU	(318)	(2,4%)	(987)	(2,0%)
Impact FRU	-	-	(17)	-
Résultat brut d'exploitation	**343**	**+6,2%**	**968**	**(3,7%)**
Coût du risque	(156)	(38,0%)	(544)	(31,5%)
Résultat d'exploitation	**187**	**x2,6**	**424**	**x2,0**
Sociétés mises en équivalence	44	+16,1%	132	+24,2%
Résultat avant impôt	**231**	**x2,1**	**556**	**+75,6%**
Impôt	(60)	x4,5	(150)	x2,7
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	ns	(1)	ns
Résultat net de l'exercice	**171**	**+77,2%**	**405**	**+59,9%**
Participations ne donnant pas le contrôle	28	+68,2%	69	x2,6
Résultat net part du Groupe	**143**	**+79,1%**	**336**	**+48,3%**

Le pôle **Services financiers spécialisés** comprend le Crédit à la consommation autour de Crédit Agricole Consumer Finance en France et au travers de ses filiales ou de ses partenariats à l'étranger, et l'affacturage et le crédit-bail, autour de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Le pôle enregistre un résultat net part du Groupe de 143 millions d'euros au troisième trimestre 2015 contre un profit de 80 millions un an plus tôt. Sur les 9 premiers mois de 2015, le résultat s'établit à 336 millions d'euros et intègre 16 millions d'euros de charges au titre du FRU en résultat net part du Groupe.

Dans le domaine du **crédit à la consommation**, la production totale est en augmentation de 15,5% par rapport au troisième trimestre 2014, sous l'impulsion notamment des réseaux bancaires du groupe Crédit Agricole et des partenariats automobiles. Les encours gérés, quant à eux, sont depuis fin juin 2015 à un niveau supérieur à 70 milliards d'euros. Sur les douze derniers mois, et retraités des encours cédés chez Agos au quatrième trimestre 2014, ils présentent un accroissement de 3,4%. Leur répartition géographique est inchangée par rapport aux trimestres précédents avec 38% des encours localisés en France, 32% en Italie et 30% dans les autres pays. Par ailleurs, CACF poursuit la diversification de son financement externe dont le taux atteint 65% à fin septembre 2015, grâce notamment au dynamisme de la collecte d'épargne.

Au troisième trimestre 2015, le produit net bancaire de CACF, à 531 millions d'euros, est en croissance de 2,2 % par rapport au troisième trimestre 2014, bien que demeurant sous tension en raison de la baisse des encours consolidés (-1,4% sur 12 mois retraités des encours cédés chez Agos au quatrième trimestre 2014). Les partenariats automobiles participent également à la rentabilité de CACF avec une contribution en hausse de 16,1% en mise en équivalence.
Les charges, à 248 millions d'euros, sont en baisse de 2,1% par rapport au troisième trimestre 2014.
Le coût du risque est en baisse significative, notamment sous l'effet du redressement d'Agos. A 140 millions d'euros au troisième trimestre 2015, il marque une baisse de 39,2% en un an, liée en large part à la filiale italienne. Le coût du risque d'Agos s'établit en effet à 66 millions d'euros au troisième trimestre 2015, ce qui représente un recul de 47,6% sur un an. Le taux de créances dépréciées d'Agos s'établit à 11,4% à fin septembre 2015 (à comparer à 13,6% à fin septembre 2014) et son taux de couverture des créances dépréciées à 98,3% y compris les provisions

collectives. En France, l'amélioration de la qualité du portefeuille se poursuit également et le coût du risque s'inscrit en repli. Au total, le coût du risque s'établit à 155 points de base (annualisé) pour CACF au troisième trimestre 2015, dont 131 pour CACF hors Agos et 195 pour Agos, contre 252 points de base au troisième trimestre 2014.
Le résultat net part du Groupe de CACF ressort ainsi à 114 millions d'euros contre 57 millions d'euros au troisième trimestre 2014.

Sur les 9 premiers mois de 2015, le résultat net part du Groupe de CACF ressort à 259 millions d'euros (intégrant -10 millions au titre du FRU), contre 160 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2014. Il bénéficie de la baisse très marquée du coût du risque (-33,2%), d'une baisse des charges hors FRU (-2,0%) et du dynamisme des sociétés mises en équivalence (+24,3%) qui compensent très largement le repli limité du produit net bancaire (-1,6%).

L'activité des métiers du **leasing et du factoring** reste soutenue. Ainsi le crédit-bail affiche une hausse de la production de 23,0% au troisième trimestre 2015 par rapport au même trimestre de l'année précédente. L'encours reste stable depuis fin décembre 2014, à 14,9 milliards d'euros. Dans le domaine de l'affacturage, le chiffre d'affaires factoré augmente de 5,1% par rapport au troisième trimestre 2014, s'élevant ainsi à 15,9 milliards d'euros.

Au troisième trimestre 2015, le produit net bancaire de CAL&F s'élève à 130 millions d'euros, en hausse de 0,7% par rapport au troisième trimestre 2014. Toujours sur le trimestre, les charges, bien maitrisées, ressortent à 70 millions d'euros, en baisse de 3,5%. Le coût du risque reste à un niveau bas, à 16 millions d'euros, contre 22 millions d'euros au troisième trimestre 2014. Au total, le résultat net part du Groupe de CAL&F s'élève ce trimestre à 29 millions d'euros, contre 23 millions d'euros au troisième trimestre 2014.

Sur les 9 premiers mois de 2015, le résultat net part du Groupe de CAL&F ressort à 77 millions d'euros, intégrant 6 millions de charges au titre du FRU, contre 67 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2014, intégrant le résultat sur activités arrêtées lié à la cession de CAL Hellas pour -15 millions d'euros.

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Au troisième trimestre 2015, le résultat net part du Groupe de la **Banque de financement et d'investissement** ressort à 287 millions d'euros. Après retraitement des couvertures de prêts (+22 millions d'euros) et de l'effet du DVA courant (+9 millions d'euros), le résultat net part du Groupe s'élève à 256 millions d'euros ce trimestre, en baisse de 2,7% par rapport au troisième trimestre 2014. La contribution de la Banque de financement à ce résultat retraité s'élève à 247 millions d'euros (contre 193 millions d'euros au troisième trimestre 2014) et celle de la Banque de marché et d'investissement à 9 millions d'euros (contre 70 millions d'euros au troisième trimestre 2014).

Pour mémoire, les activités en cours d'arrêt sont désormais incluses dans les métiers de la Banque de marché et d'investissement et de la Banque de financement, et l'activité de SFS (*Structured and Financial Solutions*) a été réaffectée à la Banque de marché et d'investissement (au lieu de la Banque de financement précédemment) au 1er janvier 2015. En outre, au sein de la banque de financement, l'activité de *Global Commodities Finance* a été transférée au 30 juin 2015 des financements structurés à la banque commerciale, avec effet rétroactif au 1er janvier 2015, dans le cadre de la création de la ligne métier "*International Trade and Transaction Banking*". Les données 2014 ont été retraitées de ces évolutions.

Total Banque de Financement et d'investissement

(en millions d'euros)	T3-15	T3-15*	9M-15	9M-15*	Variation T3*/T3*
Produit net bancaire	**926**	**876**	**3 440**	**3 302**	**(7,7%)**
Dont Banque de financement	*538*	*502*	*1 697*	*1 640*	*(3,8%)*
Dont Banque de marché	*388*	*374*	*1 743*	*1 662*	*(12,3%)*
Charges d'exploitation hors FRU	(570)	(570)	(1 779)	(1 779)	+3,2%
FRU	-	-	(77)	(77)	-
Résultat brut d'exploitation	**356**	**306**	**1 584**	**1 446**	**(22,8%)**
Coût du risque	(78)	(78)	(543)	(193)	+20,8%
Résultat d'exploitation	**278**	**228**	**1 041**	**1 253**	**(31,4%)**
Sociétés mises en équivalence	59	59	78	78	+17,2%
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	1	1	-
Résultat avant impôt	**337**	**287**	**1 120**	**1 332**	**(25,6%)**
Impôt	(42)	(24)	(414)	(365)	(79,2%)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	(1)	(2)	(2)	ns
Résultat net	**294**	**262**	**704**	**965**	**(3,1%)**
Participations ne donnant pas le contrôle	7	6	15	21	(20,9%)
Résultat net part du Groupe	**287**	**256**	**689**	**944**	**(2,7%)**

** Retraité des couvertures de prêts et des impacts DVA courant en produit net bancaire et du complément de provision pour litiges en coût du risque en 2015 ; retraité des couvertures de prêts, DVA courant, FVA Day 1 et évolution de la méthodologie CVA/DVA en 2014*

Les revenus de la banque de financement et d'investissement s'établissent à 926 millions d'euros au troisième trimestre 2015. Après retraitement des couvertures de prêts et de l'impact du DVA courant, le produit net bancaire s'élève à 876 millions d'euros ce trimestre, en baisse de 7,7%[1] par rapport au troisième trimestre 2014. Cette évolution reflète un environnement toujours adverse et une demande clientèle particulièrement atone sur le marché du crédit.

Les revenus de la Banque de financement s'établissent à 538 millions d'euros, soit 502 millions d'euros hors couvertures de prêts au troisième trimestre 2015, en baisse de 3,8% par rapport au troisième trimestre 2014. Les revenus des financements structurés s'élèvent à 252 millions d'euros au troisième trimestre 2015 : ils restent quasiment stables par rapport au troisième trimestre 2014, reflétant la résilience de Crédit Agricole CIB dans un environnement fortement concurrentiel. A 250 millions d'euros, la banque commerciale voit ses revenus diminuer de 6,0% par rapport au troisième trimestre 2014 du fait d'un contexte économique toujours défavorable, notamment sur les matières premières et principalement sur le pétrole.

Crédit Agricole CIB maintient son 1er rang mondial sur le financement aéronautique (source : *Air Finance Database*). Sur les activités de syndication, il est le 2è teneur de livres en France (source *Thomson Financial*) et se situe également à la 2è place parmi les teneurs de livres en LBO et MBO en Europe de l'Ouest. Il progresse de la 4e à la 3è place en tant qu'arrangeur dans les financements de projet sur la zone EMEA et se maintient au 3è rang sur la zone Amériques. Enfin, Crédit Agricole CIB a également été nommé *« Best Infrastructure House »* par Euromoney aux *Awards for Excellence 2015*.

Dans un contexte commercialement peu porteur et financièrement instable, **les revenus de la Banque de marché et d'investissement** s'élèvent à 388 millions au troisième trimestre 2015. Hors impact DVA, ils s'élèvent à 374 millions d'euros, en baisse de 12,3%[1] par rapport au troisième trimestre 2014. Malgré une bonne dynamique commerciale sur les dérivés de taux, la trésorerie et le change, la performance du trimestre reste grevée par des conditions de marché toujours difficiles. Le marché du crédit, notamment, reste particulièrement atone. Les risques de marché sont maintenus à un niveau bas : la VaR moyenne s'établit à 12 millions d'euros sur le troisième trimestre 2015 à comparer à 14 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2015.

Sur les émissions obligataires, Crédit Agricole CIB conserve sa 1ère place sur les émissions d'ABCP en Europe (source *CPWare*) et se maintient au 3è rang mondial sur les émissions d'agences, des souverains et de supranationaux en euros (source *Thomson Financial*). Il est classé n°3 mondial sur toutes les émissions de supranationaux toutes devises confondues (source *Thomson Financial*). Par ailleurs, Crédit Agricole CIB se place en 2è position mondiale sur le marché des Green bonds avec huit opérations réalisées au cours du troisième trimestre 2015 (source : Crédit Agricole CIB).

Les charges de la Banque de financement et d'investissement s'élèvent à 570 millions d'euros au troisième trimestre 2015, en hausse de 3,2% par rapport au troisième trimestre 2014 mais quasiment stables à change constant (-1,3%).

Au troisième trimestre 2015, **le coût du risque** s'établit à -78 millions d'euros, sans élément significatif sur le trimestre, à comparer à -65 millions d'euros au troisième trimestre 2014. Concernant le dossier OFAC, un accord a été signé avec les autorités fédérales américaines et celles de l'Etat de New York, sans impact dans les comptes du second semestre de 2015 au titre de l'amende. Pour rappel, un complément de provision pour litiges de 350 millions d'euros avait été enregistré au deuxième trimestre 2015 au titre de l'OFAC.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence ressort à 59 millions d'euros au troisième trimestre 2015, en hausse de 17,2% par rapport au troisième trimestre 2014 du fait notamment des bons résultats de la Banque Saudi Fransi.

Sur les neuf premiers mois de 2015, l'environnement économique et financier est resté très mouvementé et instable pour les grands acteurs de la banque de financement et d'investissement. Néanmoins, les très bonnes performances de Crédit Agricole CIB au cours du premier semestre de l'année lui permettent d'afficher des résultats

[1] Revenus retraités des couvertures de prêts et de l'impact du DVA courant, ainsi que des impacts FVA Day 1 et évolution de la méthodologie CVA/DVA en 2014

en légère hausse annuelle pour les neuf premiers mois de l'année. Après retraitement des couvertures de prêts et de l'effet du DVA courant, et hors complément de provision pour litiges enregistré au deuxième trimestre 2015, le résultat net part du Groupe de la Banque de financement et d'investissement ressort ainsi à 944 millions d'euros (+1,3% en un an). Pour mémoire, ce résultat intègre notamment une charge de 77 millions d'euros en résultat net part du Groupe au titre du Fonds de résolution unique (FRU) et la dépréciation de deux participations (UBAF et Elipso) à hauteur de -110 millions d'euros comptabilisée au cours du premier semestre 2015.

Le produit net bancaire s'établit pour les neuf premiers mois de l'année à 3 440 millions d'euros, en hausse de 12,4% en un an à change constant. Retraité notamment des couvertures de prêts (+57 millions d'euros) et de l'effet du DVA courant (+81 millions d'euros), il progresse de 8,2%[1] en un an, ou de 0,8% à change constant, reflétant un contexte instable et atone.

Les charges d'exploitation affichent une hausse de 5,6% en un an, hors cotisation au Fonds de Résolution Unique (FRU) pour la première fois en 2015 (pour -77 millions d'euros). Hors cet élément, et retraitées de l'effet change défavorable, elles augmentent de 3,0%.

Hors complément de provision pour litiges de 350 millions d'euros au deuxième trimestre 2015, le **coût du risque** reste maîtrisé à 193 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année.

[1] *Retraité des couvertures de prêts et de l'impact du DVA courant, ainsi que des impacts du FVA Day 1 et de l'évolution de la méthodologie CVA/DVA en 2014*

6. ACTIVITES HORS METIERS

Pour mémoire : sortie au T2-15 du pôle AHM de la Banque Française Commerciale Antilles Guyane (BFCAG) qui a été intégrée dans le périmètre de LCL.

(en millions d'euros)	T3-15	Variation T3/T3	9M-15	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	**(573)**	**+65,1%**	**(1 487)**	**+0,3%**
*dont gestion du capital et de liquidité**	*(578)*	*+4,0%*	*(1 782)*	*+8,5%*
dont coûts nets alloués aux participations et à la subordination	*(315)***	*(13,0%)*	*(988)***	*(14,5%)*
dont Switch	*(186)*	-	*(558)*	-
dont spreads émetteurs	*(26)*	*ns*	*172*	*ns*
dont autres	*31*	*(78,1%)*	*123*	*(67,6%)*
Charges d'exploitation hors FRU et nouvelles taxes ***	(218)	+7,5%	(635)	+0,4%
Impact FRU et nouvelles taxes ***	-	-	(72)	-
Résultat brut d'exploitation	**(791)**	**+43,9%**	**(2 194)**	**+3,7%**
Coût du risque	(201)	x3,1	(42)	ns
Résultat d'exploitation	**(992)**	**+61,4%**	**(2 236)**	**+7,2%**
Sociétés mises en équivalence	190	x8	189	ns
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	(100,0%)	(7)	ns
Résultat avant impôts	**(803)**	**+28,3%**	**(2 054)**	**(0,2%)**
Impôts	398	+30,6%	939	+5,6%
Résultat net	**(405)**	**+18,4%**	**(1 115)**	**(4,7%)**
Participations ne donnant pas le contrôle	1	(97,7%)	50	(36,9%)
Résultat net part du Groupe	**(406)**	**+18,4%**	**(1 165)**	**(6,7%)**
Résultat net part du Groupe hors spreads émetteurs	**(389)**	**+1,0%**	**(1 276)**	**+15,5%**
Résultat net part du Groupe hors spreads émetteurs, hors FRU et nouvelles taxes* **			**(1 214)**	**+9,9%**

**Coûts de gestion du capital, de taux, de la liquidité et de la dette en tant qu'Organe Central et Trésorier*
***2014 retraité de la revue de l'allocation des coûts de financement par nature de financement (liquidité, capital, dette…)*
****Au T1-15, FRU (-46 m€), nouvelles taxes BCE et CRU (-4 m€) et nouvellement exigible C3S (-22 m€)*

Le résultat net part du Groupe du pôle AHM s'établit à -406 millions d'euros au troisième trimestre 2015, à comparer à -351 millions d'euros au troisième trimestre 2014. Retraité des *spreads* émetteurs, il s'établit à -389 millions d'euros.

Ce résultat intègre trois points notables : le retour à meilleure fortune des garanties Switch (173 millions d'euros en coût du risque), une provision pour charges de remédiation OFAC (-20 millions d'euros) et la contribution d'Eurazeo (189 millions d'euros en sociétés mises en équivalence).

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à près de 732 milliards d'euros au 30 septembre 2015. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent près de 654 milliards d'euros.

(en millions d'euros)	T3-15	Variation T3/T3	9M-15*	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	**7 513**	**(0,3%)**	**23 805**	**+3,9%**
Charges d'exploitation hors FRU	(4 728)	+1,8%	(14 635)	+2,1 %
FRU	-	-	(229)	-
Résultat brut d'exploitation	**2 785**	**(3,7%)**	**8 941**	**+4,2%**
Coût du risque	(542)	(20,7%)	(2 188)	(6,1%)
Résultat d'exploitation	**2 243**	**+1,5%**	**6 753**	**+8,1%**
Sociétés mises en équivalence	298	x3,7	416	Ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	(95,0%)	1	(81,8%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôts	**2 541**	**+10,8%**	**7 170**	**+23,4%**
Impôt	(700)	+7,1%	(2 376)	+20,8%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(5)	ns	(23)	ns
Résultat net de l'exercice	**1 836**	**+12,0%**	**4 771**	**+24,1%**
Participations ne donnant pas le contrôle	85	(16,3%)	292	+8,3%
Résultat net part du Groupe	**1 751**	**+13,8%**	**4 479**	**+25,3%**

**Retraité des impacts IFRIC 21 sur la comptabilisation des taxes dues.*

Au troisième trimestre 2015, le groupe Crédit Agricole réalise un produit net bancaire de 7 513 millions d'euros, en baisse de 0,3% par rapport au troisième trimestre 2014. L'impact des éléments spécifiques non liés à l'activité (spreads émetteurs logés dans le pôle Activités hors métiers, les couvertures de prêts logés en Banque de financement et d'investissement et le DVA courant logé en Banque de financement et d'investissement et dans le pôle activités hors métiers) s'élève à -26 millions d'euros, à comparer à un produit de +57 millions d'euros au troisième trimestre 2014. Retraité de ces éléments, le produit net bancaire progresse de 0,8% entre le troisième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015 et le produit net bancaire des métiers retraité des éléments cités est quant à lui en hausse de 1,7%, porté par l'assurance.

Les charges d'exploitation au troisième trimestre 2015 sont en hausse de 1,8% par rapport à l'année précédente.

Le coût du risque, à 542 millions d'euros, recule de 20,7% entre le troisième trimestre 2015 et le troisième trimestre 2014. Rapporté aux encours, il s'établit à 25 points au troisième trimestre 2015 à comparer à 34 points de base au troisième trimestre 2014. Ce recul est particulièrement marqué en Banque de proximité en France (LCL) et dans le Crédit à la consommation, notamment chez Agos.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 298 millions d'euros sur le trimestre dont 44 millions d'euros dans le pôle Services financiers spécialisés, essentiellement les *joint ventures* de financement automobile, 59 millions d'euros dans la Banque de financement et d'investissement, ainsi qu'une contribution d'Eurazeo de 189 millions d'euros.

Au total, le résultat net part du Groupe augmente de 13,8% en un an pour atteindre 1 751 millions d'euros au troisième trimestre 2015 contre 1 538 millions d'euros au troisième trimestre 2014. Hors impact des éléments spécifiques non liés à l'activité, le résultat net part du Groupe de ce trimestre s'élève à 1 767 millions d'euros au troisième trimestre 2015 à comparer à 1 500 millions d'euros au troisième trimestre 2014 soit une hausse de 17,8%.

*****

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2015 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

RELATIONS INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31

Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78	Fabienne Heureux	+ 33 1.43.23.06.38
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Aurélie Marboeuf	+ 33 1.57.72.38.05
Laurence Gascon	+ 33 1.57.72.38.63		